

# DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

Numéro 33

Octobre 2011

## Editorial

Produire et diffuser les connaissances sont les missions de tous les laboratoires de recherche. DIAL n'échappe pas à cette règle et, depuis sa création, a largement contribué à la progression des connaissances sur les questions de développement économique en France et dans le monde. L'association entre l'IRD et l'Université Paris Dauphine, concrétisée par la création de l'UMR 225 en 2010, s'inscrit dans cette perspective en renforçant les collaborations entre les métiers de la recherche et de l'enseignement. Regrouper les moyens et se rassembler pour être plus visibles font partie des objectifs qui ont poussé chercheurs et enseignants à se réunir.

La visibilité passe naturellement par les publications, mais aussi par la participation et l'organisation de rencontres nationales et internationales. Par le passé DIAL a organisé plusieurs colloques ouverts à des audiences principalement francophones (Journées de l'AUF à Paris en 2006) ou bien spécialisés dans des domaines d'excellence de l'unité de recherche (Dynamiques rurales à Madagascar en 2007, Secteur informel à Hanoï en 2010 parmi d'autres). Jamais encore DIAL n'avait organisé de colloque international sur un thème fédérateur rassemblant la communauté des économistes de la mondialisation et du développement. Cette lacune a été comblée par la tenue de la première conférence internationale DIAL qui s'est tenue à l'université Paris Dauphine les 30 juin et 1er juillet 2011. Le colloque, centré sur le thème des chocs dans les pays en développement, a réuni environ 130 chercheurs en provenance du monde entier. Fidèle à son ouverture en direction des pays du Sud, DIAL a fait en sorte qu'une large place soit réservée aux chercheurs provenant des universités et instituts de recherche africains, sud-américains et asiatiques. Les deux journées ont été passionnantes et ont permis d'observer un panorama de la recherche contemporaine en économie internationale et du développement. Tout ceci n'aurait pas été possible sans le soutien actif de quelques institutions partenaires: Mairie de Paris, Agence Française de Développement, IRD et Université Paris-Dauphine. Nous voulons ici les en remercier. Le colloque a vocation à être reconduit tous les deux ans. Rendez-vous est donc donné en juin 2013 !

Le financement de la recherche passe aussi par la soumission de projets. DIAL s'est ainsi engagé dans deux projets « blancs » sélectionnés par l'ANR en 2011 soit en tant que coordinateur -POLECOMI « Economie politique de la migration internationale et de ses effets sur les pays d'origine. Analyse du Sénégal et du Mali - conduit par Sandrine Mesplé Soms soit en tant que partenaire -AFRISTORY « Histoire coloniale et Développement en Afrique » dirigé par Denis Cogneau. Ils s'ajoutent aux deux programmes qui ont débuté en 2010 sur les effets du tremblement de terre à Haïti et sur la zone franche de Manaus (Brésil).

DIAL achève par ailleurs sa phase de négociation avec la Commission européenne pour son programme NOPOOR (*Enhancing Knowledge for Renewed Policies against Poverty*) sélectionné dans le cadre du 7ème PCRD et qui associera 19 partenaires dont 10 institutions de pays émergents ou en développement. Ce programme devrait commencer au printemps 2012.

Cet activisme n'a été rendu possible que par la mobilisation des chercheurs de DIAL. Il ne pourra se perpétuer que si les moyens humains s'ajustent à cette suractivité...

Philippe de Vreyer



**DIALOGUE**  
est une publication  
semestrielle de DIAL  
éditée à 1.500 exemplaires  
en français et en anglais.

Formule d'abonnement  
gratuit disponible sur notre site  
[www.dial.prd.fr](http://www.dial.prd.fr)

Directeur de publication :  
Michel Laurent  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Marc Siroën  
Xavier Oudin  
Mise en page :  
Coryne Ajavon  
Danielle Delmas  
Conception graphique :  
[www.iAntal.com](http://www.iAntal.com)

N°ISSN : en cours  
UMR DIAL 225  
Institut de Recherche pour le  
Développement  
Université Paris-Dauphine



## Les évaluations d'impact en Afrique Sub-saharienne : une implication des chercheurs africains trop faible

Depuis une dizaine d'années, la réflexion sur les politiques de développement et leur efficacité a sensiblement évolué en adoptant une approche pragmatique consistant à évaluer de manière la plus rigoureuse possible l'impact de mesures et politiques de développement avant de les appliquer à d'autres contextes et de les généraliser. Ces nouvelles pratiques du développement ont pris exemple sur les techniques d'expérimentation en médecine. Elles consistent à administrer un traitement à une population cible et à comparer cette population traitée avec une population de contrôle aux caractéristiques identiques mais n'ayant pas été traitée. On mesure ainsi l'ampleur de son impact, paramètre qui permet ensuite de décider ou non de sa généralisation. En matière de politiques de développement et de lutte contre la pauvreté, ce sont dans les domaines de l'éducation, de la santé, du développement agricole, de la micro-finance et de l'emploi que ces études d'évaluation d'impact ont été le plus développées. Ces études d'impact renouvellent les débats en cours sur l'efficacité de l'aide au développement et bénéficient d'un fort soutien financier de la part des bailleurs multilatéraux (Banque mondiale, Banque Interaméricaine de Développement...), bilatéraux (AFD, DfID, Coopération Espagnole...), de fondations (Bill and Melinda Gates foundation, Hewlett foundation...). Point culminant, l'International Initiative for Impact Evaluation (3ie) fondée en 2008, dispose d'un budget de près de 70 millions de dollars pour financer des évaluations d'impact dans les pays en développement.

La direction de la recherche et de l'évaluation de l'AFD et le CRDI ont souhaité que DIAL fasse le point sur les évaluations d'impact menées en Afrique Sub-saharienne, afin notamment de diagnostiquer le degré d'implication des chercheurs africains dans la conception et la conduite de ces études. Les études d'impact peuvent-elles permettre aux chercheurs africains d'accéder à des ressources pour financer des travaux de recherche, faciliter les échanges avec les chercheurs du nord impliqués dans ce type d'exercice et aider au renforcement des capacités des centres africains de recherche en économie ?

Le présent article résume les principaux résultats de ce bilan qui a été mené par Vibhuti Mendirata avec l'assistance de Xavier Oudin et Sandrine Mesplé-

Somps de DIAL et présenté à la conférence Nonie de mars 2011 à Paris organisée par l'AFD<sup>1</sup>.

### Méthodologie

Le travail a été fait depuis Paris et s'est appuyé sur les ressources documentaires disponibles sur les sites web des institutions de recherche, des bailleurs de fonds, des ONG, et des administrations impliquées dans les études d'impact. Plus précisément, les renseignements sont extraits de : *World Bank Poverty Reduction and Economic Management (PREM) Unit*, *World Bank Development Impact Evaluation Initiative (DIME)*, *Jameel Poverty Action Lab (JPAL)*, *International Initiative for Impact Evaluation (3ie)*, *Innovations for Poverty Action (IPA)*, Agence Française de Développement (AFD), le *Network of Networks on Impact Evaluation (NONIE)* dont certains des membres ont été contactés personnellement. 257 études d'impact réalisées sur le continent sub-saharien, ou en cours de réalisation au printemps 2011, ont été recensées. La base est disponible sur le site du réseau africain des évaluations d'impact (*African Impact Evaluation Network*)<sup>2</sup>. Plus de détails sur la méthodologie de collecte sont disponibles dans le rapport (Mendirata, Report on Impact Evaluation in Sub-Saharan Africa, DIAL-IRD, 2011, 20p.).

### Un développement récent

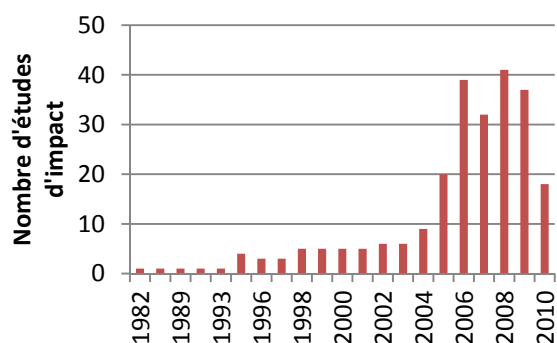
Les études d'impact ont réellement démarré en Afrique à partir de 2005 (cf. graphique ci-dessous). Plus de 77% d'entre elles ont été initiées depuis 2004 et 58% des études d'impact recensées sont en cours de réalisation. Cet état de fait s'explique par le fait que ces études durent généralement plusieurs années. En effet, la première étape démarre avant la mise en place du programme de développement et consiste à produire une situation de référence, c'est à dire un diagnostic sur le niveau des indicateurs cibles *ex ante* (l'état de santé ou le niveau de vie par exemple). Une fois le projet achevé ou l'action politique activée, une seconde enquête est administrée. Ce diagnostic *ex post* peut avoir lieu juste après le démarrage du programme ou, si on souhaite évaluer son impact sur plus long terme (ce qui est préférable), une année, voire plusieurs années après le démarrage du dit programme.

---

1 <http://nonie2011.org>

2 <http://www.africaen.org/impact-evaluation-projects-dataset/>

**Graphique 1 : Les études d'impact en Afrique Sub-saharienne, 1982-2010.**



### Une forte concentration dans six pays africains anglophones

En grande majorité (74%), ces travaux sont menés dans des pays anglophones, les études effectuées dans les pays francophones constituant seulement 19% du total (les 7% restant ont lieu dans des pays ayant d'autres langues officielles). Comme le montre le tableau 1, le Kenya, l'Ouganda, le Ghana, l'Afrique du Sud, le Malawi et la Tanzanie sont les pays dans lesquels ces travaux sont réalisés le plus fréquemment.

**Tableau 1 : Répartition géographique des études d'impact**

Pays	Nbre	%	Pays	Nbre	%
Kenya	52	20,23	Rwanda	4	1,56
Uganda	22	8,56	Gambie	3	1,17
Ghana	20	7,78	Guinea	3	1,17
South Africa	18	7,00	Liberia	3	1,17
Malawi	17	6,61	Mali	3	1,17
Tanzania	13	5,06	Cape Verde	2	0,78
Ethiopia	11	4,28	Cote d'Ivoire	2	0,78
Madagascar	11	4,28	Eritrea	2	0,78
Benin	9	3,50	Mauritius	2	0,78
Zambia	9	3,50	Sudan	2	0,78
Nigeria	8	3,11	Angola	1	0,39
Burkina Faso	7	2,72	Burundi	1	0,39
Mozambique	7	2,72	Cameroon	1	0,39
Lesotho	6	2,33	Djibouti	1	0,39
Senegal	6	2,33	Namibia	1	0,39
Sierra Leone	5	1,95	Sub-Saharan A,	1	0,39
Niger	4	1,56			
<b>Total</b>			<b>Total</b>	<b>257</b>	<b>100</b>

Note : les pays sont classés par ordre décroissant.

Source : Database of impact evaluations in Sub-Saharan Africa, DI-AL-IRD 2010

Cela tient-il à une demande sociale et politique forte, d'un débat transparent sur les politiques nationales de développement de la part de la classe politique et de la société civile de ces pays ? Ou bien cela provient-il du fait que, dans ces pays, les conditions pour mener de « bonnes » évaluations d'impact sont réunies ? En effet, outre le fait que toutes les politiques de développement ne se prêtent pas à des études d'impact, la mise en place de dispositifs d'évaluation d'impact ne peut avoir lieu que si :

1. l'opérateur en charge de mettre en place un projet ou programme de développement est d'accord pour que l'impact de son action soit mesuré. Les opérateurs sont de tous ordres, il peut s'agir d'ONG, de collectivités locales, de ministères, ou d'agences de coopération internationale. Une telle démarche demande une motivation voire une éthique certaine, dans la mesure où elle peut remettre en cause des pratiques anciennes et donc les positions des opérateurs eux-mêmes ;
2. le financement du dispositif d'évaluation est disponible. Son coût est souvent important car cela exige d'enquêter à plusieurs reprises de larges échantillons représentatifs des populations cibles (traitées et témoins) ;
3. un savoir faire en matière d'évaluation d'impact existe. Ces études mobilisent des compétences en techniques d'enquêtes et en analyses statistiques et économiques qui peuvent faire défaut dans certains pays africains.

Enfin, cela peut aussi provenir du fait que les centres de recherche menant des études d'impact sont plus enclins à travailler dans certains pays que d'autres. Il est difficile de faire la part des choses puisque cette dernière explication est certainement liée aux précédentes. Par ailleurs, le travail que nous avons mené ne nous permet pas de connaître le contexte précis des études ni des pays dans lesquelles elles ont été menées. Cependant, comme le montre le tableau 2, on observe que, parmi les études pour lesquelles on a pu identifier la structure en charge de mener l'évaluation d'impact (soit 176 études sur 257), 85% sont administrées par trois institutions, JPAL, la Banque mondiale et IPA et les trois-quarts d'entre elles sont menés dans les six pays anglophones cités ci-dessus. C'est ainsi, par exemple que, sur les 55 études d'impact administrées par JPAL, 25 sont au Kenya, 7 en Ouganda, 5 en Afrique du Sud et 4 au Malawi. Le tableau 2 montre aussi que seulement trois études sont effectuées par des structures africaines, deux par le ministère de la sécurité alimentaire du Ghana et une par le ministère de l'agriculture en Gambie. Enfin, il apparaît clairement qu'en grande majorité ces études sont menées par des structures américaines.

Le Kenya est le cas le plus frappant où 52 études d'impact ont été menées. La Banque mondiale affirme que le gouvernement kenyan est fort demandeur de tels travaux. Une autre explication possible est le fait que le bureau de la Banque mondiale sur place a joué un rôle moteur essentiel en intégrant de telles études dans les projets qu'il finance. Le partenariat noué avec JPAL et IPA et des ONG locales facilitent ensuite l'initiation de nouvelles études. Par exemple, un grand nombre d'études d'impact sont concentrées dans le district de Busia.



**Tableau 2 : Nombre d'études d'impact par structures en charge et par zone**

Nom de la structure	Pays anglo-phones	pays francophones	Autres langues officielles	Total
CEDREF (Frce)	0	1	0	1
DIAL-IRD (Frce)	0	2	0	2
Ministère de l'Agriculture, (Gambie)	1	0	0	1
Economic Development Initiatives (USA)	1	0	0	1
IPA (USA)	32	1	0	33
IRIS (UK)	0	2	0	2
JPAL (USA, France, Inde)	49	5	1	55
Mathematica Policy Research (USA)	3	5	1	9
Michigan State University (USA)	0	0	1	1
Ministère de la sécurité alim. (Ghana)	2	0	0	2
National Opinion Research (USA)	4	2	0	6
Paris School of Economics (Fce)	1	0	0	1
Stanford University (USA)	0	0	1	1
Banque mondiale	38	16	7	61
<b>Total</b>	<b>131</b>	<b>34</b>	<b>11</b>	<b>176</b>

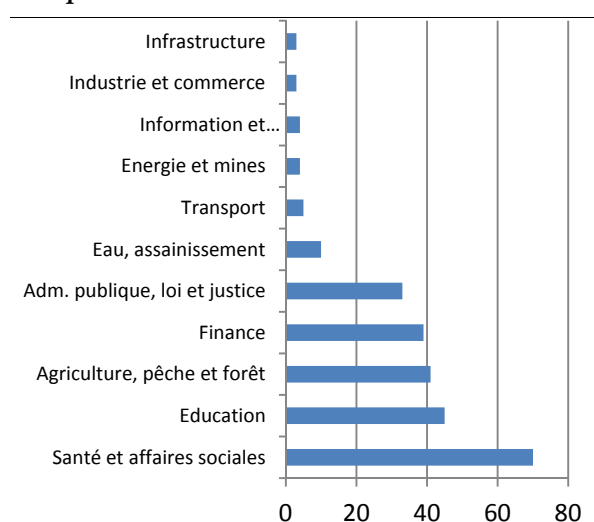
Note: données manquantes: 81

Source: Database of impact evaluations in Sub-Saharan Africa, DIAL-IRD 2010

### Une concentration dans le domaine de la santé

27 % des études d'impact sont dans le domaine de la santé, secteur qui se prête aisément à de telles pratiques et où les efforts de lutte contre les maladies chroniques ont fortement augmenté ces dernières années. On constate cette même orientation en Asie du Sud, région du monde où, comme en Afrique, des maladies telles que le paludisme sont encore fortement répandues. Cependant, on observe ces dernières années que les thèmes traités par les études d'impact en Afrique se sont diversifiés notamment dans le domaine de l'agriculture, de la micro-finance et de la gouvernance.

**Graphique 2 : répartition sectorielle des Etudes d'impact.**

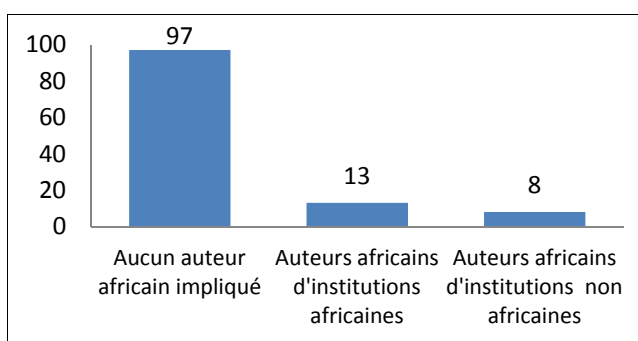


### Une implication très faible des chercheurs africains

Même si des organismes tels que le DIME (*World Bank Development Impact Evaluation Initiative*) souhaitent que les partenaires et décideurs locaux soient impliqués dans les processus d'élaboration et de réflexion autour des études d'impact, lorsqu'on tente d'évaluer cela *via* le nombre d'auteurs africains ayant participé à la rédaction des rapports d'études, force est de constater que le chemin à parcourir est long... Parmi les 118 études pour lesquelles des rapports ont été produits, seulement 21 ont été écrites ou coécrites par des auteurs africains. Parmi eux, 13 sont rattachés à une structure ou un centre de recherche africain et 8 travaillent dans des institutions en dehors du continent africain. Pour l'essentiel il s'agit d'études d'impact initiées par la Banque mondiale ou l'IDA (*International Development Association*).

Certes, ce constat est partiel puisqu'il n'a pas été possible de disposer de ces informations ni sur toutes les études d'impact achevées ni, bien évidemment, sur les études en cours. Cependant, il révèle qu'en Afrique ces études ne sont pas suffisamment appropriées par les décideurs ni par la société civile. On ne peut que le regretter car cela réduit sensiblement leur portée et leur intérêt. A l'avenir, on ne peut qu'espérer que des expériences similaires à celles qui se sont produites, par exemple, en France avec le débat suscité par l'évaluation d'impact du revenu de solidarité active (RSA) ou, en Inde, avec la polémique sur l'impact du microcrédit, émergent en Afrique. Pour ce faire, des efforts tant en matière de participation des chercheurs africains que de diffusion des conclusions au-delà des cercles des spécialistes doivent être grandement encouragés.

**Graphique 3 : Fréquence des Etudes d'impact dont des auteurs africains ont participé à la rédaction du rapport d'évaluation**



**Contact:** Sandrine Mesplé-Somps, DIAL (mesple.dial.prd.fr)

## **ANR AFRISTORY**

### **Histoire coloniale et Développement en Afrique**

Le programme ANR AFRISTORY est porté par Denis Cogneau, directeur de recherche IRD, et professeur associé à l'École d'Économie de Paris. DIAL, avec Science Po Paris et l'Université Belfort-Montbéliard sont les partenaires du programme.

Le projet Afristory vise à réaliser des progrès substantiels dans la connaissance quantitative sur l'histoire économique de la colonisation française et, en parallèle et à des fins comparatives, sur certains aspects de la colonisation britannique en Afrique. Il vise également à produire des contributions originales à l'économie du développement, permettant de mieux préciser les canaux de causalité par lesquels les chocs historiques exercent une influence durable sur les trajectoires économiques africaines. Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire d'entreprendre un vaste programme de construction des données à partir des archives existantes, sachant que le manque de données historiques constitue le principal obstacle. Certes, les zones d'ombre et les biais de la littérature ne s'expliquent pas que par l'absence de données disponibles et exploitables, mais tout autant par le manque d'efforts de recherche.

Le programme scientifique se décompose en trois parties. La première est consacrée à l'investissement colonial dans l'Empire français (Afrique subsaharienne, Afrique du Nord, Indochine), et à quelques comparaisons avec l'Afrique britannique. Une vaste collecte de données dans les archives de l'administration coloniale va combler les grosses lacunes existantes

dans la connaissance objective des coûts et du financement de l'investissement colonial entre 1850 et 1960. La deuxième partie touche un domaine où les données quantitatives sont extrêmement rares: le niveau de vie des populations indigènes sous le joug colonial et son évolution sur le long terme. Elle s'appuie principalement sur la collecte et l'analyse d'un large échantillon de fichiers individuels des archives de la conscription coloniale française, ainsi que sur l'exploitation de micro-données semblables des régiments britanniques d'Afrique. La troisième partie confronte ces données coloniales de première main avec des données contemporaines sur les régions anciennement colonisées, à un niveau très désagrégé (petites surfaces). Il s'agit de construire et d'évaluer statistiquement les récits analytiques sur l'impact de la domination coloniale en Afrique, sur les différentes dimensions du développement, en exploitant un certain nombre d'expériences offertes par l'expérience historique. Cette alliance entre histoire et économie du développement cherche à exploiter certains avantages comparatifs de la recherche européenne, grâce à un meilleur accès aux archives coloniales et au terrain en Afrique, ainsi qu'à une longue tradition en histoire quantitative. Outre les objectifs académiques, nous espérons aussi que ces éléments de connaissance serviront au débat public, que ce soit au niveau national ou international, sur les conséquences du passé colonial pour les anciens colonisateurs, les anciens colonisés, et pour la construction de leur relations futures.

### **Les zones franches comme stratégie de développement.**

#### **Le cas de la Zone Franche de Manaus (ZFM).**

Le projet « ZFM » est porté par Jean-Marc Siroën et associé Marta Menendez, Aude Sztulman, Marta Castilho, Ayçil Yücer.

L'intérêt de DIAL pour ces zones franches n'est pas nouveau. Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud avaient ainsi travaillé sur l'EPZ de Madagascar. Le but du projet ANR est d'abord d'y voir plus clair sur la réalité de ces zones et de quantifier leurs effets sur le commerce. Mais la diversité des zones justifie aussi des éclairages plus localisés. Le projet a choisi de se focaliser sur une zone atypique et extrême : la zone franche de Manaus (Brésil). Atypique, car héritière des stratégies de substitution aux importations, elle vise, comme les autres zones, à transformer (souvent assembler) les inputs importés dans le but de satisfaire le marché intérieur brésilien plutôt que les marchés étrangers. Cette improbable « Import » processing

zone, dévolue au développement et au peuplement de la région est extrême par sa localisation au cœur d'une forêt amazonienne orpheline du caoutchouc et sans accès routier. Malgré ces conditions a priori peu favorables, la zone franche de Manaus est devenue le deuxième pôle de haute technologie du pays après São Paulo ! Succès industriel réel, mais fragile, la zone franche de Manaus peut-elle prétendre au statut de modèle, certes acteur de la spécialisation avec ses importations d'inputs et la présence de firmes multinationales (Honda, Philips, Foxconn, etc.) mais néanmoins centrées sur la satisfaction de la demande interne. La contribution de la zone au développement économique et social de la zone et, plus largement, du Brésil, reste néanmoins plus incertaine. C'est l'objet de la recherche d'en identifier les effets sur le commerce et la croissance, sur la pauvreté et les inégalités, sur le développement social.

# POLECOMI

## Economie politique de la migration internationale et de ses effets sur les pays d'origine. Analyse du Sénégal et du Mali

L'objectif du projet POLECOMI est de comprendre comment la migration et les transferts collectifs des migrants influencent l'économie politique des pays d'origine, en prenant comme objets d'étude le Mali et le Sénégal.

Il existe une abondante littérature académique concernant les effets économiques de la migration et des transferts des migrants dans les pays d'origine. A l'inverse, peu d'attention a été accordée à leurs conséquences politiques à l'exception de quelques études portant sur le Mexique, et nouvellement sur l'Inde. Le Mali et le Sénégal n'ont, à notre connaissance, pas fait l'objet d'études sur ce sujet précis. Pourtant, ces deux pays sont des terrains particulièrement intéressants pour aborder la question de l'économie politique de la migration. Tous deux ont une longue tradition de migration, et les migrants participent de longue date au financement des biens publics locaux dans leurs villages d'origine. Il s'agit également de deux démocraties jeunes et fragiles, dont les institutions politiques sont en construction.

Ce projet de recherche est de nature multidisciplinaire. Nous comptons à la fois mener des études de cas qualitatives auprès de six associations maliennes et sénégalaises en France et en Italie ainsi que dans les communautés d'origine où ces associations interviennent, et produire des travaux quantitatifs à partir notamment d'une enquête communautaire et individuelle représentative au niveau national que nous mettrons en œuvre au Mali. L'originalité de notre projet réside donc dans la combinaison d'études qualitatives et quantitatives appliquées à des terrains d'études communs. Cette approche mixte est possible par la collaboration fructueuse existant entre des chercheurs économistes de DIAL, des chercheurs en sociologie et sociologie politique basés en France (CMH et IRIS) et en Italie (FIERI), et l'Institut malien de la statistique (INSTAT).

Le projet se compose de quatre parties. Premièrement, nous étudierons d'un point de vue historique et sociologique le

transnationalisme politique entre la France, l'Italie, le Sénégal et le Mali. Nous proposons également un suivi des campagnes électorales de 2012 au Sénégal et au Mali, de manière à identifier les interactions entre les partis politiques de ces pays et leurs ressortissants basés en France et en Italie.

Deuxièmement, nous analyserons l'implication politique et associative des migrants, ainsi que leur capacité à transférer des normes démocratiques dans leurs pays d'origine. Nous analyserons des données existantes (notamment l'enquête Teo, Insee, 2008) pour identifier de manière quantitative l'implication politique des migrants sénégalais et maliens. Une analyse qualitative fondée sur des entretiens de migrants complètera cette étude. Par ailleurs, à l'approche de l'élection présidentielle malienne de 2012, nous mettrons en œuvre une expérimentation auprès des migrants maliens résidant en France afin d'identifier si ces derniers transfèrent des normes en matière politique à leurs familles et villages d'origine.

En troisième lieu, les interactions entre la migration et le fonctionnement politique du pays d'origine seront étudiées. Nous examinerons dans quelle mesure les financements des migrants sont influencés par les résultats électoraux. De même, nous étudierons si les migrants financent des biens publics particuliers ou s'ils permettent une allocation différente de ces derniers. Ce travail sera mené sur un panel représentatif de communes maliennes et enrichi par les études de cas. Enfin, en quatrième point nous analyserons l'impact de la migration sur la composition des élites locales. Cela nous permettra de comprendre dans quelle mesure l'expérience migratoire permet aux migrants de retour ou aux membres de leurs familles de participer à des instances décisionnelles locales, voire nationales. Pour ce faire, nous procéderons à des entretiens auprès d'élus, ainsi qu'à l'analyse empirique de données d'enquête individuelles maliennes.

## Dans l'actualité

### Dette publique : le monde à l'envers

Il y a juste dix ans, les crises d'endettement de l'Argentine et la Turquie tenaient le devant de la scène. L'Argentine, le pays pour qui l'on avait créé le Club de Paris en 1956, semblait justifier sa réputation de *serial defaulter*.

Quel changement depuis lors ! Même si la crise argentine n'est toujours pas vraiment réglée, ce sont les pays industrialisés qui sont maintenant sur la sellette. La Grèce, bien sûr, l'Irlande, et d'autres pays de la zone euro, et jusqu'au Etats-Unis dont la note a été dégradée. Il n'a manqué que l'élection d'A. Carstens (ministre des finances mexicain) à la tête du FMI à la place de Mme Lagarde pour achever le renversement. Un mexicain gérant la crise d'endettement des pays de la zone euro aurait eu une haute valeur symbolique.

Pendant ce temps, les pays en voie de développement traversent la crise sans trop de dommages. Au contraire, leur principal problème est l'arrivée massive de capitaux qui risque de remettre en cause leur compétitivité. La plupart d'entre eux se sont constitués de gros matelas de réserves qui les mettent à l'abri d'une répétition de la crise de 1997. Et la Chine fait figure de sauveur en achetant la dette de certains pays européens.

Agences de notation et investisseurs internationaux semblent avoir perdu le Nord. D'après Standard's and Poor, en juillet 2011, Le Chili, du Botswana et de la Corée du Sud sont notées respectivement A+, A- et A, mieux que l'Espagne qui est AA ! L'Afrique du Sud (BBB+) et le Mexique (BBB) sont mieux notés que le Portugal (BBB-). En octobre 2010, le Mexique, un autre *serial defaulter*, a emprunté sur les

marchés internationaux pour 100 ans, avec un taux d'intérêt (6,1 %), alors que la Grèce devait payer le double.

Même les pays à faible revenu sont touchés par ce renversement du monde financier, dopés par leurs taux de croissance et l'annulation d'une grande partie de leurs dettes. Le Ghana avait réussi en 2007 à briser le plafond de verre qui empêche ces pays d'accéder aux marchés financiers internationaux, suivi par la République Démocratique du Congo en 2008. Cette année, c'est le tour du Sénégal, dont l'emprunt obligataire de 500 millions a été sursouscrit 5 fois, et du Nigeria. La Tanzanie, le Kenya et la Zambie souhaitent faire de même.

Mais le plus surprenant n'est peut-être pas là. Aujourd'hui, c'est à la Grèce et autres pays européen que l'on applique, pour calmer les « marchés », des plans d'austérité qui n'ont rien à envier à ceux que le FMI et la Banque mondiale ont propagé dans les pays en développement à partir des années quatre-vingts. On pouvait penser que les institutions internationales et les investisseurs avaient appris quelque chose de la « décennie perdue » en Amérique latine, et des réductions de dette qu'il a bien fallu accorder aux pays émergents (Plan Brady), et aux pays à faible revenu après 15 ans de plans d'ajustement censés restaurer la solvabilité. Apparemment, il n'en est rien.

Marc Raffinot

**Liste des documents de travail 2011**  
*Ces documents peuvent être téléchargés sur le site de DIAL*  
*([www.dial.prd.fr](http://www.dial.prd.fr))*

- DT 2011-01 ***Going multinational and ownership: evidence from French matched firms.***  
*Alexandre Gazaniol, Frédéric Peltraut*
- DT 2011-02 ***L'associationnisme sénégalais en Italie: une revue de la littérature.***  
*Cecilia Navarra, Ester Salis*
- DT 2011-03 ***The Curse of the Elders? Aid Effectiveness and Gerontocracy in Developing Countries.***  
*Marc Raffinot, Baptiste Venet*
- DT 2011-04 ***Politics and the geographic allocation of public funds in a semi-democracy. The case of Ghana.***  
*Pierre André, Sandrine Mesplé-Somps*
- DT 2011-05 ***Ethnicity and Election Outcomes in Ghana***  
*Thomas Bossuroy*
- DT 2011-06 ***Individual Determinants of Ethnic Identification***  
*Thomas Bossuroy*
- DT 2011-07 ***The Impact of MERCOSUR on Trade of Brazilian States***  
*Jean-Marc Siroën, Aycil Yucer*
- DT 2011-08 ***Conditions de vie dans un quartier pauvre de Djibouti : analyse de l'enquête de référence pour évaluer l'impact d'un projet de développement urbain intégré à Balbala.***  
*Sandrine Mesplé-Somps, Laure Pasquier-Doumer*
- DT 2011-09 ***Intergenerational transmission of self-employed status in the informal sector: a constrained choice or better income prospects? Evidence from seven West-African countries.***  
*Laure Pasquier-Doumer*
- DT 2011-10 ***Informal Sector Dynamics In Times Of Fragile Growth: The Case Of Madagascar.***  
*Michael Grimm, Jann Lay, François Roubaud, Julia Vaillant*
- DT 2011-11 ***Éducation et marchés du travail à Brazzaville et Pointe Noire (Congo-Brazzaville)***  
*Mathias Kuépié, Christophe J. Nordman*
- DT 2011-12 ***Newtoning financial development with heterogeneous firms***  
*Rafael Cesar*
- DT 2011-13 ***Report on Impact Evaluation in Sub-Saharan Africa***  
*Vibhuti Mendiratta*



# Colloque international DIAL 1<sup>ère</sup> édition

## Chocs dans les pays en développement

Le colloque organisé par l'UMR  
DIAL dans les locaux de l'université  
de Paris-Dauphine a réuni près  
d'une centaine de présentations.



Ann Harrison (Université de Berkeley et NBER) a donné une communication sur le thème de la concurrence et de la politique industrielle.

Crise économique et financière internationale, désordres climatiques, catastrophes naturelles, conflits politiques, globalisation de l'économie ou défis sanitaires, les sociétés du Sud subissent aujourd'hui des bouleversements considérables.

Ce thème des chocs dans les pays en développement a réuni environ 130 chercheurs autour de 86 articles de recherche répartis en 27 sessions parallèles. Deux chercheurs de renommée internationale nous ont fait l'amitié de présenter leurs travaux lors de deux sessions plénières. Une large place a été réservée aux chercheurs provenant des universités et instituts de recherche africains, sud-américains et asiatiques.



Stefan Dercon (Université d'Oxford) est intervenu sur la question de l'assurance des pauvres.



Photos : Annick Aing